ROYAUME DE BELGIQUE

---

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

---

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 14 novembre 1950, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant péréquation des pensions de retraite et de survie", a donné en sa séance du 18 décembre 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

---

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

---

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 14e November 1950 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende perckwatie van de rust- en overlevingspensioenen", heeft ter zitting van 18 December 1950 het volgend advies gegeven:

Le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat a pour objet principal d'adapter les pensions de retraite et de survie à charge de l'Etat, aux barèmes en vigueur au 30 juin 1948.

A cet effet, le projet attribue fictivement aux pensionnés ayant parcouru une même carrière et quelle que soit la date de leur mise à la retraite, un même traitement de base qui doit servir au calcul de leur pension.

L'article 1er règle le mode de liquidation des pensions de retraite et de survie prenant cours au 1er janvier 1951 ou postérieurement.

L'article 5 est relatif aux pensions prenant cours le 1er janvier 1951 ou postérieurement et qui sont basées uniquement sur des rémunérations relevant d'un barème antérieur à celui qui est en vigueur au 30 juin 1948.

L'article 6 concerne les pensions de retraite et de survie qui sont en cours au 31 décembre 1950.

L'article 7 établit diverses exceptions à l'article 6.

L'article 12 concerne les agents en disponibilité dont le traitement d'attente est égal au chiffre de la pension.

L'article 17 concerne les bénéficiaires des pensions servies par la "Caisse des ouvriers du département des Postes, Télégraphes et Téléphones".

.../...

Les autres articles du projet sont des dispositions générales.

Pour des raisons de clarté, le Conseil d'Etat propose de grouper les articles 1er, 5, 6, 7, 12 et 17 en tête du projet.

+

+ +

Le rapprochement de certaines dispositions du projet, et notamment des articles 1er, 2, 3, § 2, alinéa 2, 6 et 19, donne lieu de croire que le Gouvernement aurait l'intention de soumettre aux règles applicables à toute pension de retraite civile, les pensions d'éméritat accordées aux magistrats de l'Ordre judiciaire, à ceux du Conseil d'Etat et aux professeurs de l'enseignement supérieur.

+

+ +

Le caractère de la pension de l'éméritat accordée aux membres de l'Ordre judiciaire atteints par la limite d'âge a été mis en lumière par l'arrêt du 20 avril 1950 rendu, sur avis conforme du Procureur général Cornil, par la Cour de cassation. Cet arrêt est motivé comme suit :

"Attendu que l'article 100 de la Constitution proclame que les juges sont inamovibles et ne peuvent, leur vie durant, être privés de leur place que par jugement;

Attendu que si, après avoir repoussé comme inconciliables avec ce principe deux projets d'initiative gouvernementale qui tendaient à la retraite obligatoire des juges à un âge déterminé, les Chambres ont finalement édicté

.../...

pareille règle dans la loi du 25 juillet 1867, c'est notamment parce qu'à la différence des textes antérieurement rejetés, cette loi donnait au juge atteignant l'âge de la retraite, à la fin d'une carrière normale, la certitude qu'il pourrait continuer à vivre dans les conditions matérielles et morales que lui assurait jusque-là son traitement ;

Attendu que les discussions qui ont précédé l'adoption de la loi du 25 juillet 1867 ont mis en évidence que les Chambres estimaient que, si la situation pécuniaire des juges n'était pas maintenue malgré leur passage de l'activité à la retraite, il serait impossible de concilier avec la Constitution la retraite obligatoire des magistrats inamovibles à un âge déterminé; que l'éméritat tel qu'il est organisé par la loi de 1867 est la condition de la contitutionnalité de cette retraite obligatoire;

Attendu que le Ministre de la Justice, Jules Bara, concrétisa cette pensée en soulignant qu'une loi qui ne laisserait au juge émérite qu'une pension réduite serait aussi inconstitutionnelle et aussi révolutionnaire que celle qui instituerait des expropriations sans indemnité;

Attendu que modifier la loi du 25 juillet 1867 en amoindrissant la situation pécuniaire des magistrats inamovibles en raison de leur passage de l'activité à l'éméritat serait violer la Constitution;".

La portée de cet arrêt s'étend à toute règle susceptible de diminuer la situation faite au magistrat

.../...

de l'Ordre judiciaire qui, atteint par la limite d'âge, est contraint, malgré l'inamovibilité, de cesser l'exercice de ses fonctions.

Les antécédents de la loi du 25 juillet 1867 et les travaux préparatoires prouvent que, si le législateur s'est cru autorisé de fixer une limite d'âge à laquelle les magistrats cesseraient leurs fonctions, il estimait, pour respecter la Constitution, devoir leur conserver la situation pécuniaire qu'ils auraient eue s'ils avaient continué à exercer ces fonctions.

Sous peine de s'écarter de cette interprétation, la pension de l'éméritat fixée en application de l'article 9 de la loi de 1867 ne doit varier que dans la mesure où varient les traitements des magistrats en fonction.

Le projet adopte en faveur des pensionnés en gégénéral, des bases de calcul du montant de leurs pensions plus favorables que celles qui sont actuellement en vigueur, mais il ne rétablit pas pour les magistrats de l'Ordre judiciaire la situation constitutionnelle qui leur était faite par la loi de 1867.

\+

\+ \+

Quand le législateur a créé au sein du pouvoir exécutif un Conseil d'Etat chargé du contrôle juridictionnel de la légalité des actes administratifs, il a tout naturellement songé à assurer aux membres de cette institution, et pour les mêmes motifs, les garanties que le Constituant avait prévues en faveur des magistrats de l'Ordre judiciaire.

Ce sont les considérations mêmes qui ont justifié dans la Constitution les garanties prévues pour les magistrats, qui ont amené le législateur de 1946 à recourir au même procédé pour assurer l'indépendance des membres du Conseil d'Etat.

.../...

"L'inamovibilité des conseillers", disait M. Van Glabbeke, Ministre de l'Intérieur, à la séance de la Chambre des représentants du 11 décembre 1945 (Ann. parl., session 1945-1946, p. 105), "est une garantie fondamentale de l'indépendance des juges".

Contrairement à d'autres droits publics qui ont cherché par divers procédés à assurer une bonne justice, le droit public belge a toujours considéré l'éméritat, lié à l'inamovibilité du juge, comme le moyen le plus efficace d'éviter l'asservissement de la magistrature. Y porter atteinte ou en modifier le caractère met en question le statut tout entier des fonctions qui jouissent de cette garantie.

+

+ +

L'éméritat des professeurs de l'enseignement supérieur, il leur était déjà reconnu sous le régime hollandais par l'arrêté royal du 25 décembre 1816, organique de l'enseignement supérieur dans les provinces méridionales.

Il leur a été maintenu après la proclamation de l'indépendance de la Belgique par la loi du 27 septembre 1835 organique de l'instruction publique, par l'article 61 de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques et, enfin, par la loi du 30 juillet 1879 relative à l'éméritat des professeurs de l'enseignement supérieur.

.../...

Lors des débats parlementaires de la loi du 30 juillet 1879, le Gouvernement a déclaré que les dispositions de celle-ci relatives à l'éméritat des professeurs "sont conformes à l'intérêt public et à l'équité".

D'une part elles tendent à assurer l'indépendance de la pensée scientifique et, d'autre part, elles sont basées sur la nécessité de donner aux professeurs de l'enseignement supérieur la garantie de pouvoir poursuivre leur mission d'enseignement et de recherche sans préoccupation matérielle tant pour le présent que pour l'avenir, et ainsi faciliter le recrutement du corps professoral des universités.

C'est par la voie de modifications directes apportées aux statuts des magistrats de l'Ordre judiciaire, des membres du Conseil d'Etat et des professeurs de l'enseignement supérieur, qu'il s'impose éventuellement de proposer au législateur les mesures que le Gouvernement entendrait leur appliquer.

Introduire ces mesures dans la législation à l'occasion d'une loi dont les effets seront temporaires et qui concerne essentiellement l'adaptation générale des pensions de retraite et de survie, serait de nature à faire perdre de vue l'importance de ces mesures sur l'organisation des institutions intéressées.

+

\+ +

.../...

Si le Gouvernement tient cependant à régler la question des pensions de l'éméritat en même temps que toutes les autres pensions, il conviendrait d'insérer un article qui évite au projet, le reproche d'inconstitutionnalité que la Cour de cassation avait formulé à l'égard de l'arrêté de 1933. Ce sera l'article 6 du texte proposé par le Conseil d'Etat.

\+

\+ +

Examen des articles.

Les articles seront examinés dans l'ordre où ils se succèdent dans le projet du Gouvernement.

Un tableau annexé à l'avis établit la concordance entre les articles du projet et ceux du texte proposé par le Conseil d'Etat.

Les articles 2 et suivants du projet tendent à apporter à la législation existante des modifications implicites. Le Conseil d'Etat propose de les rédiger sous la forme de modifications expresses.

\+

\+ +

## Article 2.

L'article 2 supprime la limite de 165.000 francs qui résulte de l'arrêté-loi du 29 octobre 1946 et de la loi du 18 août 1948. Pour justifier cette mesure, l'exposé des motifs fait allusion aux "vives protestations de la part des membres de la magistrature et de l'enseignement supérieur".

Il est vrai que ceux-ci pouvaient invoquer contre cette limitation des pensions, les principes inhérents à l'éméritat. Mais, si la mesure proposée a pour effet de faire droit à ce grief, elle bénéficiera également aux officiers supérieurs et aux fonctionnaires généraux de l'Etat, ainsi qu'à certains fonctionnaires des provinces et des communes.

## Article 3.

L'article 3, § 2, alinéa 2, du projet édicte que le maximum de 90.000 francs établi par l'article 2 de l'arrêté royal du 31 mai 1933, portant réduction des pensions à charge de l'Etat, sera dorénavant fixé au maximum du traitement du grade de secrétaire général, admissible pour la pension.

Cet article règle le cumul des pensions à charge de l'Etat avec des pensions à charge de la Colonie, etc... C'est l'interprétation de ce texte, en tant qu'il concerne la pension de l'éméritat, qui a été soumise à la Cour de cassation et au sujet de laquelle cette haute juridiction a rendu son arrêt du 20 avril 1950.

.../...

Le Procureur général Cornil, examinant dans son avis la portée du susdit arrêté royal pris en vertu de la loi du 17 mai 1933, "attribuant compétence au Gouvernement pour lui permettre de prendre certaines mesures en vue du redressement financier", pose la question de savoir si les auteurs de cette loi ont pu donner au Gouvernement le pouvoir de réduire la situation pécuniaire des magistrats inamovibles lors de leur passage à l'éméritat, même au cas où ces magistrats cumuleraient cette pension avec une autre pension à charge de la Colonie, etc...

En tant qu'ils viseraient la réduction des pensions de l'éméritat des magistrats inamovibles, conclut M. Cornil, et auraient ainsi pour effet d'amoindrir la situation de ceux-ci en cas de cumul de cette pension avec une autre pension ..., les articles 2, § 2, et 3, de l'arrêté royal du 31 mai 1933 sortiraient des limites des pouvoirs spéciaux donnés au Roi par la loi du 17 mai 1933, et les tribunaux devraient donc en refuser l'application.

Rendant un arrêt conforme à cet avis, la Cour de cassation décida que si le susdit arrêté entendait modifier la loi du 25 juillet 1867, il violerait la Constitution.

L'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 3 du projet reprend le texte de l'arrêté de 1933, il propose, par conséquent, en l'appliquant aux magistrats inamovibles, une disposition dont la Cour suprême a déclaré qu'elle était inconstitutionnelle.

## Article 4.

Cet article modifie les arrêtés royaux n$^{os}$ 254-255 du 12 mars 1936. Le Conseil d'Etat propose de le fusionner avec l'article 14 du projet qui a le même objet.

.../...

Article 6.

Le § 2 dispose que pour l'application des articles 1er, 5, 6, 12 et 17 du projet, il est tenu compte des articles 2, 3, 4, 11, 14, §§ 2 et 3, 15. De l'avis du Conseil d'Etat, il faudrait aussi tenir compte des articles 8, 9, 10 et 16.

Ce paragraphe devient l'article 7 du texte proposé par le Conseil d'Etat.

Article 7.

§ 1er. Ce paragraphe autorise l'adaptation de certaines pensions, accordées pour cause de maladie et d'infirmité, au cours de la période du 1er janvier 1946 au 31 décembre 1950 en faveur des personnes âgées de moins de 60 ans à cette dernière date, moyennant deux conditions :

1° elles doivent se soumettre à un nouvel examen médical devant une commission administrative;
2° leur incapacité physique définitive doit être à nouveau reconnue.

Les personnes qui ne se présenteront pas devant cette commission, ne bénéficieront pas des avantages accordés par le projet.

Ces avantages seront également refusés à ceux qui se soumettront à l'examen médical mais qui ne seront pas à nouveau reconnus définitivement inaptes. Ils ne seront cependant pas réintégrés dans les cadres et conserveront leur ancienne pension.

.../...

Cet article s'applique également aux magistrats reconnus hors d'état de continuer leurs fonctions par suite d'infirmités.

§ 2. Ce paragraphe établit une autre exception au § 1er du même article. Il refuse, en effet, le bénéfice de l'adaptation à ceux qui cumulent soit plusieurs pensions, soit une pension et un traitement.

Tel que l'alinéa 2 de ce paragraphe est rédigé, il semblerait que le projet s'appliquerait aux pensions réglées par la législation coloniale.

Selon les renseignements fournis par le Gouvernement, il ne concerne que les pensions métropolitaines cumulées avec les traitements à charge de la Colonie. Le Conseil d'Etat propose un texte qui correspond à cette intention.

Les mots "tous organismes fonctionnant sous le contrôle ou la garantie totale ou partielle de l'Etat, des provinces et des communes" sont suffisamment larges pour permettre l'omission des mots "des établissements publics ou d'utilité publique".

Article 14.

Pour des raisons de clarté, le Conseil d'Etat propose de scinder l'article 14 en deux articles relatifs aux modifications apportées respectivement aux arrêtés royaux nos 254-255 du 12 mars 1936.

Article 15.

Ainsi qu'il est dit dans l'exposé des motifs, le projet actuel a pour résultat de réaliser les promesses faites dans le rapport au Roi qui précédait les arrêtés royaux n^os 254-255 du 12 mars 1936. Une disposition expresse est donc superflue et le Conseil d'Etat propose de supprimer cet article.

Article 17.

Cet article concerne des pensions servies par la "Caisse des ouvriers". Le Conseil d'Etat propose de laisser à cette institution la dénomination qui lui appartient en vertu de son arrêté organique. Si la dénomination ne correspond plus à la réalité, il importerait de modifier l'arrêté qui la dénomme.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose, en outre, des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

PROJET DE LOI PORTANT PEREQUATION DES PENSIONS DE RETRAITE ET DE SURVIE.

BAUDOUIN, Prince royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Les pensions de retraite et de survie, à charge de l'Etat, prenant cours au 1er janvier 1951 ou postérieurement sont établies sur la base des rémunérations et avantages qui ont ou auraient été attribués aux intéressés, toutes choses restées égales, dans les conditions prévues par les barèmes en vigueur au 30 juin 1948.

Article 2.-

§ 1er. Les pensions en cours au 31 décembre 1950 sont revisées sur base des barèmes en vigueur au 30 juin 1948, toutes choses restées égales.

Toutefois, la revision fictive de la carrière est effectuée dans le dernier grade à moins que l'intéressé n'ait été successivement titulaire de plusieurs grades au cours de la période considérée pour l'établissement de la rémunération moyenne servant de base au calcul de la pension. En ces cas, la dite revision est opérée dans chacun de ces grades.

Le cas échéant, l'ancienneté à transposer fictivement dans les barèmes en vigueur au 30 juin 1948 est fixée comme suit :

1° pour la période antérieure au 1er janvier 1936 : l'ancienneté qui a été prise en considération lors de la revision des pensions prévues par les arrêtés royaux n$^{os}$ 221 et 222 du 27 décembre 1935 sera transposée telle quelle dans les barèmes en vigueur au 30 juin 1948;

/

2° pour la période du 1er janvier 1936 au 31 décembre 1945, l'ancienneté est celle qui a été attribuée sous le régime du statut pécuniaire qui était en vigueur pendant cette période;

3° pour la période du 1er janvier 1946 au 31 décembre 1950, l'ancienneté est celle dont les intéressés ont ou auraient bénéficié sous l'empire du barème en vigueur au 30 juin 1948.

§ 2. Le montant nominal des pensions visées par les articles 20 et 21 de la loi du 29 juillet 1926, y compris l'indemnité prévue par l'article 2 de la loi du 23 mars 1932, prorogée par la loi du 27 décembre 1933, est majoré de 40 p.c.

§ 3. Les dispositions des §§ 1er et 2 ne sont pas applicables aux pensions accordées pour cause de maladie ou d'infirmité au cours de la période du 1er janvier 1946 au 31 décembre 1950, aux personnes âgées de moins de 60 ans à cette dernière date, à moins que les intéressés ne subissent un nouvel examen devant la commission médicale prévue par les lois et règlements en vigueur et que l'incapacité physique définitive ne soit à nouveau reconnue.

§ 4. De même, la péréquation des pensions en cours au 31 décembre 1950 n'est pas accordée dans les cas de cumul de plusieurs pensions ou d'une pension avec un traitement, à l'exclusion toutefois des pensions ou traitements provenant de l'exercice de fonctions accessoires.

Sont visés par l'alinéa qui précède :

les pensions et traitements à charge de l'Etat, des organismes déterminés à l'article 2 de la loi du 18 mai 1929, des provinces, des communes, de tous organismes fonctionnant sous le contrôle ou la garantie totale ou partielle de l'Etat, des provinces et des communes, ainsi que le cumul des mêmes pensions avec les traitements à charge de la Colonie.

Ne tombent pas sous l'application de cette disposition :

1° les pensions acquises à titre onéreux en contrepartie de retenues et qui constituent l'exécution d'un accord contractuel;

2° les pensions d'invalidité de guerre attribuées par application du titre II des lois sur les pensions militaires coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923, et celles accordées par application des lois sur les pensions de réparation coordonnées par arrêté royal du 5 octobre 1948;

3° les pensions attachées aux ordres militaires;

4° les rentes pour chevrons de front.

Article 3.-

Les pensions prenant cours au 1er janvier 1951 ou postérieurement et basées uniquement sur des rémunérations relevant d'un barème antérieur à celui qui est en vigueur au 30 juin 1948, sont établies suivant les règles de transposition insérées à l'article 2.

Article 4.-

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux agents en disponibilité dont le traitement d'attente est égal au chiffre de la pension de retraite.

.../...

Article 5.-

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux pensions de retraite et de survie servies par la Caisse des ouvriers du département des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Article 6.-

Les pensions de l'éméritat octroyées en vertu des lois des 25 juillet 1867, 30 juillet 1879 et 23 décembre 1946, sont établies sur la base des rémunérations et avantages qui ont ou auraient été attribués aux intéressés, toutes choses restées égales, dans les conditions prévues par les barèmes en vigueur au moment du payement de la pension.

Article 7.-

Pour l'application des articles 1er à 6, il est tenu compte des articles 8, 9, 10, 11, 12, 2°, 3° et 4°, 13, 2°, 3°, 4°, 14, 15, 16 et 17.

Article 8.-

§ 1er. Dans l'article 1er de l'arrêté-loi du 29 octobre 1946 majorant les pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public et de la Caisse des ouvriers du département des Communications, modifié par l'article 12 de la loi du 18 août 1948, les mots "et dont le montant global, tel qu'il résulte de l'application des arrêtés-lois des 28 décembre 1944 et 27 novembre 1945, n'excède pas la somme annuelle de 135.000 francs" sont supprimés.

§ 2. L'article 2, § 2, du même arrêté-loi est abrogé.

Article 9.-

§ 1er. L'article 13 de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, modifié par l'article 8, § 2, de la loi du 29 juillet 1926 et par l'article 7 de l'arrêté royal n°16 du 15 octobre 1934 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 13. Aucune pension ne pourra excéder les trois quarts du traitement qui a servi de base à sa liquidation, sauf application de l'article 8, § 3, de la loi du 29 juillet 1926.".

§ 2. Dans la colonne "Observations" du tableau I annexé aux lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, modifié par l'article 5 de la loi du 30 juin 1947, la deuxième phrase de l'alinéa 1er du 1° est abrogée.

§ 3.

A. L'article 2, § 1er, de l'arrêté royal du 31 mai 1933 portant réduction des pensions à charge de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Sous réserve de l'application de l'article 23 de la loi du 29 juillet 1926, modifié par l'article 10 de l'arrêté royal n°16 du 15 octobre 1934, le cumul des pensions de toute nature à charge de l'Etat ne peut, dans le chef du même pensionné, excéder le maximum de traitement du grade de secrétaire général d'un ministère, admissible pour la pension.".

B. Au § 2 du même article, les mots "ne peut, au total, excéder le maximum absolu de 90.000 francs" sont remplacés par les mots "ne peut, au total, excéder le maximum du traitement du grade de secrétaire général d'un ministère, admissible pour la pension".

.../...

§ 4. L'article 23, § 3, a, alinéa 3, de la loi du 29 juillet 1926, modifié par l'article 10 de l'arrêté royal n°16 du 15 octobre 1934, est remplacé par la disposition suivante :

" Le cumul prévu à l'alinéa précédent est toutefois autorisé à concurrence du maximum du traitement du grade de sous-chef de bureau admissible pour la pension, lorsque la pension militaire pour ancienneté de service est accordée :

1° par application de l'article 2, 4°, des lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923 et en raison de blessures reçues ou d'infirmités contractées ou aggravées durant la période comprise entre le 1er août 1914 et le 30 septembre 1919;

2° par application de l'article 3,C, des mêmes lois coordonnées;

3° en raison de blessures ou d'infirmités ayant donné lieu à une pension en exécution des lois sur les pensions de réparation coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948.".

Article 10.-

Sont applicables en ce qui concerne la guerre 1940-1945, les dispositions de l'article 1er de la loi du 3 juin 1920 et de l'article 8, § 3, de la loi du 29 juillet 1926, relatives aux bonifications de temps accordées du chef d'emprisonnement, de déportation ou de présence réelle au corps dans les armées mises sur pied de guerre, de même qu'à l'âge à partir duquel sont admis les services militaires effectifs rendus durant la campagne 1914-1918.

.../...

Article 11.-

§ 1er. L'article 7, alinéa 1er, de la loi du 29 juillet 1926, modifié par l'article 9 de l'arrêté royal n°16 du 15 octobre 1934, est remplacé par la disposition suivante :

" Les fonctions remplies simultanément restent indépendantes les unes des autres, tant pour l'époque de la mise à la retraite que pour le calcul des pensions auxquelles l'exercice des dites fonctions peut donner ouverture.".

§ 2. Le même article est complété par la disposition suivante qui en formera le pénultième alinéa :

" Il est tenu compte des services rendus successivement dans les fonctions antérieures pour l'octroi et le calcul des pensions auxquelles l'intéressé peut prétendre en exécution du présent article.".

Article 12.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté royal n°254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé :

1° l'article 3, § 2, est complété par la disposition suivante :
"Toutefois, elle sera déchue de ses droits à la pension si elle n'a pas introduit une demande dans le délai d'un an à partir du jour du décès de son ex-époux. Dans ce cas, la pension entière est attribuée à la veuve.";

2° l'article 7, § 2, 1°, est modifié comme suit :
"1° de la moitié de la partie du traitement excédant le maximum du traitement du grade de directeur d'administration, admissible pour la pension";

.../...

3° l'article 13 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 13. - § 1er. La pension attribuée en vertu de l'article 3 à la femme divorcée est calculée sur la base de la pension totale, établie au moment du décès de son ex-époux conformément aux dispositions qui régissent la pension de veuve, à l'exception de l'article 11 du présent arrêté, à raison d'une quotité proportionnelle à la durée des services admissibles à la fin du mois au cours duquel le divorce a été prononcé.

§ 2. Le cas échéant, la pension de la seconde épouse est fixée sur la base prévue au paragraphe précédent, proportionnellement à la durée des services admissibles à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le divorce à été prononcé.

§ 3. Les réductions prescrites par l'article 11 du présent arrêté pour différence d'âge sont appliquées séparément aux pensions établies conformément à la répartition prévue aux §§ 1er et 2 du présent article.

L'accroissement du chef d'enfant est calculé de la même manière que celui qui est accordé à la veuve qui bénéficie de la pension normale.

Si la femme divorcée et la seconde épouse ont chacune des enfants issus de leur mariage avec le défunt, l'accroissement est réparti entre elles en proportion du nombre de leurs enfants respectifs.";

4°l'article 14, § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"Le minimum n'est applicable qu'au total de la pension de la femme divorcée et de la pension de veuve, établies conformément aux dispositions de l'article 13.";

5° l'article 23 est abrogé.

.../...

Article 13.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'arrêté royal n°255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie :

1° l'article 3, § 2, est complété par la disposition suivante :
"Toutefois, elle sera déchue de ses droits à la pension si elle n'a pas introduit une demande dans le délai d'un an à partir du jour du décès de son ex-époux. Dans ce cas, la pension entière est attribuée à la veuve.";

2° l'article 7, § 2, 1°, est modifié comme suit :
"1° de la moitié de la partie du traitement excédant le maximum du traitement du grade de directeur d'administration, admissible pour la pension;";

3° l'article 13 est remplacé par la disposition suivante :
"Article 13. § 1er. La pension attribuée en vertu de l'article 3 à la femme divorcée est calculée sur la base de la pension totale, établie au moment du décès de son ex-époux conformément aux dispositions qui régissent la pension de veuve, à l'exception de l'article 12 du présent arrêté, à raison d'une quotité proportionnelle à la durée des services admissibles à la fin du mois au cours duquel le divorce a été prononcé.

§ 2 . Le cas échéant, la pension de la seconde épouse est fixée sur la base prévue au paragraphe précédent, proportionnellement à la durée des services admissibles à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le divorce a été prononcé.

§ 3. Les réductions prescrites par l'article 12 du présent arrêté pour différence d'âge sont appliquées séparément aux pensions établies conformément à la répartition prévue aux §§ 1er et 2 du présent article.

L'accroissement du chef d'enfant est calculé de la même manière que celui qui est accordé à la veuve qui bénéficie de la pension normale.

Si la femme divorcée et la seconde épouse ont chacune des enfants issus de leur mariage avec le défunt, l'accroissement est réparti entre elles en proportion du nombre de leurs enfants respectifs.";

4° l'article 14, § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"Le minimum n'est applicable qu'au total de la pension de la femme divorcée, et de la pension de veuve, établies conformément aux dispositions de l'article 13.".

Article 14.-

Dans toutes les opérations dérivant de l'application des dispositions qui précèdent, les fractions de franc sont négligées.

Article 15.-

Les difficultés auxquelles peut donner lieu la détermination fictive des rémunérations et avantages, sont réglées par le Roi sur la proposition du Premier Ministre.

Article 16.-

Compte non tenu des augmentations ou des réductions prévues par l'article 4 de la loi du 4 mai 1949, la présente loi ne peut avoir pour effet, en ce qui concerne les pensions prenant cours avant la date de sa publication, de réduire le montant global des arrérages mensuels calculés suivant les dispositions légales en vigueur au 31 décembre 1950.

.../...

Article 17.-

Sans préjudice de l'article 2, dernier alinéa, de la loi du 23 janvier 1925 instituant une Caisse nationale des pensions de la guerre, les pensions revisées sont payées aux bénéficiaires, sous réserve de régularisation ultérieure, dès le moment où ces pensions sont comprises dans un arrêté de collation.

Article 18.-

Sont abrogés, l'article 1er de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 portant majoration des pensions de retraite et de survie, l'arrêté-loi du 27 novembre 1945 accordant une subvention temporaire, et la loi du 18 août 1948 accordant une indemnité d'attente à certains titulaires de pensions de retraite et de survie, à l'exception de l'article 7.

Article 19.-

La présente loi entre en vigueur à partir du 1er janvier 1951.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp dat aan de Raad van State is voorgelegd, heeft in de eerste plaats tot doel de rust- en overlevingspensioenen ten laste van het Rijk aan de op 30 Juni 1948 geldende weddeschalen aan te passen.

Met het oog daarop verleent het ontwerp aan de gepensionneerden met een zelfde loopbaan, onverschillig op welke datum zij op rust werden gesteld, fictief een zelfde basiswedde voor de berekening van hun pensioen.

Artikel 1 bepaalt op welke wijze de rust- en overlevingspensioenen, die op 1 Januari of later ingaan, worden vastgesteld.

Artikel 5 heeft betrekking op de pensioenen die op 1 Januari 1951 of later ingaan en uitsluitend gebaseerd zijn op bezoldigingen, berekend volgens een weddeschaal die vóór 30 Juni 1948 van kracht was.

Artikel 6 betreft de op 31 December 1950 lopende rust- en overlevingspensioenen.

Artikel 7 geeft verschillende uitzonderingen op artikel 6.

Artikel 12 betreft de ter beschikking gestelde personeelsleden wier wachtgeld gelijk is aan het cijfer van het pensioen.

Artikel 17 betreft de pensioengerechtigden van de "Werkliedenkas van het departement van Posterijen, Telegraaf en Telefoon".

.../...

De overige artikelen van het ontwerp zijn algemene bepalingen.

Klaarheidshalve stelt de Raad van State voor, de artikelen 1, 5, 6, 7, 12 en 17 vooraan in het ontwerp samen te brengen.

\+

\+ +

Bij een nadere vergelijking van sommige bepalingen van het ontwerp, met name van de artikelen 1, 2, 3, § 2, tweede lid, 6 en 19, is er reden om te veronderstellen, dat de Regering zou voornemens zijn op de emeritaatspensioenen van de magistraten van de rechterlijke orde, de magistraten van de Raad van State en de professoren van het hoger onderwijs, de regelen geldend voor alle burgerlijke rustpensioenen toe te passen.

\+

\+ +

Het karakter van het emeritaatspensioen, aan de leden van de rechterlijke orde toegekend bij het bereiken van de grensleeftijd, werd toegelicht in het arrest van 20 April 1950 door het Hof van verbreking gewezen op eensluidend advies van Procureur-generaal Cornil. Dit arrest is gemotiveerd als volgt:

" Overwegende dat artikel 100 van de Grondwet verklaart dat de rechters onafzetbaar zijn en hun leven lang van hun plaats niet kunnen ontzet worden dan door een vonnis;

Overwegende dat zo de Kamers, na twee ontwerpen, uitgaande van de Regering en strekkende tot het verplicht op rust stellen van de rechters op een bepaalde leeftijd, als onverenigbaar met voormeld beginsel te hebben verworpen, uiteindelijk toch zodanige regel in de wet van 25 Juli 1867 hebben neergelegd, de reden hiervoor onder meer was dat deze wet, in tegenstelling met de vroeger verworpen teksten, aan de rechter die de leeftijd van oprustststelling aan het einde van een normale loopbaan bereikt heeft, de verzekering gaf dat hij verder in dezelfde

materiële en morele voorwaarden zou kunnen leven als voorheen met zijn wedde;

Overwegende dat uit de besprekingen die aan de goedkeuring van de wet van 25 Juli 1867 zijn voorafgegaan, blijkt dat de Kamers van oordeel waren dat, zo de geldelijke toestand van de rechters ondanks hun overgang van activiteit naar rust niet werd gevrijwaard, de verplichte oprustst elling op een bepaalde leeftijd van de onafzetbare magistraten onmogelijk met de Grondwet te verenigen was; dat het emeritaat, zoals het in de wet van 1867 is geregeld, de vereiste vormt voor de grondwettelijkheid van die verplichte oprustst elling;

Overwegende dat Minister van Justitie Jules Bara ter verduidelijking van die opvatting beklemtoonde, dat een wet die aan de emeritus slechts een verminderd pensioen laat even ongrondwettelijk en even revolutionnair ware als een wet waarbij onteigeningen zonder schadeloosstelling worden ingevoerd;

Overwegende dat het een schending van de Grondwet ware, de wet van 25 Juli 1867 te wijzigen, door de geldelijke toestand van de onafzetbare magistraten wegens hun overgang van activiteit naar emeritaat te verminderen;".

De draagwijdte van dit arrest geldt ten aanzien van elke regel, die vermindering zou kunnen brengen in de toestand waarin de magistraat van de rechterlijke orde verkeert wanneer hij, bij het bereiken van de leeftijdsgrens, ondanks de onafzetbaarheid verplicht is de uitoefening van zijn ambt te staken.

De voorgeschiedenis van de wet van 25 Juli 1867 en de parlementaire voorbereiding bewijzen dat de wetgever, ofschoon hij zich gerechtigd achtte een leeftijdsgrens te bepalen waarop de magistraten hun ambt neerleggen, nochtans van oordeel was dat, in de geest van de Grondwet, de geldelijke toestand van die magistraten op hetzelfde peil moest blijven als hadden zij hun ambt verder uitgeoefend.

.../...

Op gevaar af van deze interpretatie af te wijken, mag het emeritaatspensioen vastgesteld bij toepassing van artikel 9 der wet van 1867 niet veranderen dan in de mate waarin de wedden der magistraten in dienst veranderen.

Indien het ontwerp voor de berekening van het bedrag der pensioenen ten behoeve van de gepensionneerden in het algemeen gunstiger bases neemt dan in de thans geldende regeling, dan nog worden de magistraten van de rechterlijke orde niet hersteld in de grondwettelijke toestand die hun door de wet van 1867 was geschapen.

\+

\+ \+

Toen de wetgever binnen de uitvoerende macht een Raad van State oprichtte om als rechtsprekend lichaam de wettelijkheid van de daden van bestuur te controleren, is hij er natuurlijkerwijze en trouwens om dezelfde redenen op bedacht geweest, aan de leden van dit college dezelfde waarborgen te geven als door de Grondwetgever ten behoeve van de magistraten der rechterlijke orde bepaald.

Dezelfde overwegingen, die in de Grondwet de waarborgen ten behoeve van de magistraten hadden gerechtvaardigd, brachten de wetgever van 1946 er toe hetzelfde stelsel in te voeren om de onafhankelijkheid van de leden van de Raad van State te waarborgen.

" De onafzetbaarheid van de raadsheren", betoogde de Hr Van Glabbeke, Minister van Binnenlandse Zaken, in de vergadering van de Kamer van Volksvertegenwoordigers van 11 December 1945 (Parl.Hand.,zitting 1945-1946 - blz. 105),"is een fundamentele waarborg voor de onafhankelijkheid der rechters".

.../...

In tegenstelling met het publiekrecht in andere landen, waar men op allerlei wijze een goede rechtsbedeling heeft betracht, is in het Belgisch publiekrecht het emeritaat, onafscheidelijk van de onafzetbaarheid van de rechter, steeds beschouwd geworden als het doeltreffendste middel om de onderwerping van de magistratuur te vermijden. Aan dat beginsel afbreuk doen of het karakter er van wijzigen, brengt heel het statuut van de ambten die zodanige waarborgen genieten in het gedrang.

\+

\+ \+

Aan de professoren van het hoger onderwijs was het emeritaat reeds onder het Hollands bewind toegekend door het koninklijk besluit van 25 December 1816 tot inrichting van het hoger onderwijs in de zuidelijke provinciën.

Zij hebben het na de afkondiging van België's onafhankelijkheid behouden krachtens de wet van 27 September 1835 tot inrichting van het openbaar onderwijs, krachtens artikel 61 der wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen en, tenslotte, krachtens de wet van 30 Juli 1879 betreffende het emeritaat van de professoren van het hoger onderwijs.

In de loop van de parlementaire bespreking van de wet van 30 Juli 1879, verklaarde de Regering dat de bepalingen van de wet die betrekking hebben op het emeritaat van de professoren "met het openbaar belang en met de billijkheid stroken".

Die bepalingen strekken enerzijds om de onafhankelijkheid van de wetenschappelijke gedachte te vrijwaren en berusten, anderzijds, op de noodzakelijkheid om aan de professoren van

.../...

van het hoger onderwijs de waarborg te geven dat zij hun taak van onderricht en onderzoek, vrij van materiële zorgen voor het heden als voor de toekomst, kunnen voortzetten en om zodoende de recrutering van het professorenkorps te vergemakkelijken.

De maatregelen welke de Regering voornemens mocht zijn op de magistraten van de rechterlijke orde, de leden van de Raad van State en de professoren van het hoger onderwijs toe te passen, zou zij in voorkomend geval als directe wijzigingen, in hun onderscheiden statuten aangebracht, aan de wetgever moeten voorstellen.

Het opnemen van die maatregelen in de wetgeving ter gelegenheid van een wet met tijdelijke uitwerking, die essentieel de algemene aanpassing van de rust- en overlevingspensioenen betreft, zou het belang van die maatregelen ten aanzien van de inrichting van de betrokken instellingen uit het oog kunnen doen verliezen.

\+

\+ \+

Hecht de Regering er evenwel aan, de kwestie van het emeritaatspensioen tegelijk met al de overige pensioenen te regelen, dan zou zij door een artikel in te voegen kunnen voorkomen dat het verwijt van ongrondwettelijkheid, door het Hof van verbreking aan het besluit van 1933 gemaakt, ook het ontwerp zou treffen. Bedoeld wordt artikel 6 van de tekst door de Raad van State voorgesteld.

\+

\+ \+

## Onderzoek van de artikelen.

De artikelen worden onderzocht in de volgorde wearin ze voorkomen in het ontwerp van de Regering.

Een bij het advies gevoegde tabel geeft de concordantie tussen de artikelen van het ontwerp en die van de door de Raad van State voorgestelde tekst.

De artikelen 2 en volgende van het ontwerp strekken er toe, in de bestaande wetgeving impliciete wijzigingen aan te brengen. De Raad van State stelt voor, zulks te doen in de vorm van uitdrukkelijke wijzigingen.

\+

\+ \+

### Artikel 2.

Door artikel 2 wordt de grens van 162.000 frank, bepaald bij de besluitwet van 29 October 1946 en de wet van 18 Augustus 1948, afgeschaft. Om deze maatregel te verantwoorden, wijst de memorie van toelichting op "het hevig protest vanwege de leden der magistratuur en van het hoger onderwijs".

Het is wa r dat deze leden zich tegen deze beperking van de pensioenen konden beroepen op de beginselen die inhaerent zijn aan het emeritaat. Doch de voorgestelde maatregel zal niet enkel tot gevolg hebben dat aan dit bezwaar wordt tegemoetgekomen, maar zal eveneens ten goede komen aan de hoofdofficieren en aan de Rijksambtenaren-generaal, alsook aan sommige ambtenaren van provincie of gemeente.

.../...

Artikel 3.

Artikel 3, § 2, tweede lid, van het ontwerp bepaalt dat het maximum van 90.000 frank, gesteld bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 31 Mei 1933 houdende vermindering van de Rijkspensioenen, van nu af vastgesteld wordt op het voor het pensioen in aanmerking komende maximum van de wedde voor de rang van secretaris-generaal.

Dit artikel regelt de cumulatie van de pensioenen ten laste van het Rijk met pensioenen ten laste van de Kolonie, enz.... De interpretatie van deze tekst was het die, voor zover hij betrekking heeft op het emeritaatspensioen, aan het Hof van verbreking werd voorgelegd en waarover dit hoge rechtscollege op 20 April 1950 zijn arrest wees.

Procureur-generaal Cornil, in zijn advies de betekenis onderzoekend van genoemd koninklijk besluit genomen krachtens de wet van 17 Mei 1933 "waarbij aan de Regering bevoegdheid wordt toegekend om haar toe te laten zekere maatregelen te treffen met het oog op het financieel herstel", stelt de vraag of de opstellers van die wet de Regering de bevoegdheid hebben kunnen toekennen, om de geldelijke toestand van de onafzetbare magistraten bij hun overgang naar het emeritaat te verminderen, zelfs indien deze magistraten dit pensioen zouden cumuleren met een ander pensioen ten laste van de Kolonie, enz...

Voor zover de artikelen 2, § 2, en 3 van het koninklijk besluit van 31 Mei 1933, aldus besluit de heer Cornil, op de vermindering van de emeritaatspensioenen van de onafzetbare magistraten zouden slaan en daardoor tot gevolg zouden hebben dezer toestand te benadelen in het geval van cumulatie van dit pensioen met een ander pensioen, zouden deze artikelen de grenzen van de bijzondere machten toegekend aan de Koning

.../...

door de wet van 17 Mei 1933 te buiten gaan en zouden de rechtbanken de toepassing er van moeten weigeren.

In zijn arrest dat met dit advies overeenstemde, besliste het Hof van verbreking dat genoemd besluit, indien het de wet van 25 Juli 1867 wilde wijzigen, de Grondwet zou schenden.

Het tweede lid van de tweede paragraaf van artikel 3 van het ontwerp neemt de tekst van het besluit van 1933 over; het stelt bijgevolg, voor zover die tekst op de onafzetbare magistraten wordt toegepast, een bepaling voor, die door het hoogste gerechtshof ongrondwettelijk is verklaard.

Artikel 4.

Dit artikel wijzigt de koninklijke besluiten nrs 254-255 van 12 Maart 1936. De Raad van State stelt voor, dit artikel met artikel 14 van het ontwerp dat hetzelfde voorwerp heeft, samen te voegen.

Artikel 6.

Paragraaf 2 bepaalt dat voor de toepassing van de artikelen 1, 5, 6, 12 en 17 van het ontwerp rekening wordt gehouden met de artikelen 2, 3, 4, 11, 14 §§ 2 en 3, 15. De Raad van State is van advies dat eveneens de artikelen 8, 9, 10 en 16 in aanmerking dienen genomen.

Deze paragraaf wordt artikel 7 van de door de Raad van State voorgestelde tekst.

.../...

Artikel 7.

§ 1. Deze paragraaf geeft machtiging om sommige pensioenen, in de periode van 1 Januari 1946 tot 31 December 1950 wegens ziekte of gebrekkelijkheid toegekend aan degenen die op laatstgenoemde datum minder dan 60 jaar oud waren, onder twee voorwaarden aan te passen:

1° zij moeten zich voor een administratieve commissie opnieuw aan een geneeskundig onderzoek onderwerpen;

2° hun definitieve lichamelijke ongeschiktheid moet opnieuw worden erkend.

Degenen die niet voor deze commissie verschijnen, komen voor de door het ontwerp verleende voordelen niet in aanmerking.

Die voordelen worden eveneens ontzegd aan hen die zich opnieuw aan het geneeskundig onderzoek onderwerpen doch niet opnieuw als definitief ongeschikt werden erkend. Zij worden echter niet opnieuw in de kaders opgenomen en behouden hun vroeger pensioen.

Dit artikel is eveneens van toepassing op de magistraat, die wegens enig gebrek blijkbaar niet meer in staat is zijn ambt verder uit te oefenen.

§ 2. Deze paragraaf bepaalt een verdere uitzondering op § 1 van hetzelfde artikel. Zij ontzegt immers de toekenning van de aanpassing aan degenen die verschillende pensioenen of een pensioen met een wedde cumuleren.

Volgens de gegeven tekst van het tweede lid van deze paragraaf, lijkt het of het ontwerp toepasselijk is op de pensioenen die door de koloniale wetgeving zijn geregeld.

.../...

Volgens de inlichtingen door de Regering verstrekt, heeft deze tekst enkel betrekking op de cumulatie van moederlandse pensioenen met wedden ten laste van de Kolonie. De Raad van State stelt een tekst voor, die aan deze bedoeling beantwoordt.

De woorden "al de organismen werkend onder het toezicht of onder de totale of gedeeltelijke waarborg van de Staat, de provinciën en de gemeenten"zijn voldoende ruim zodat de woorden "van de openbare inrichtingen en de inrichtingen ten algemenen nutte" weggelaten kunnen worden.

Artikel 14.

Duidelijkheidshalve stelt de Raad van State voor, artikel 14 te splitsen in twee artikelen betreffende de wijzigingen, onderscheidenlijk aangebracht in de koninklijke besluiten nrs 254-255 van 12 Maart 1936.

Artikel 15.

Zoals de memorie van toelichting betoogt, heeft het onderhavig ontwerp tot gevolg dat de beloften,gedaan in het verslag aan de Koning dat de koninklijke besluiten nrs 254-255 van 12 Maart 1936 voorafging, nagekomen worden. Een uitdrukkelijke bepaling is dus overbodig; de Raad van State stelt voor, dit artikel te schrappen.

.../...

Artikel 17.

Dit artikel betreft de pensioenen uitgekeerd door de "Werkliedenkas". De Raad van State stelt voor, aan deze inrichting de benaming te laten welke zij draagt krachtens haar organiek besluit. Indien deze benaming niet meer met de werkelijkheid overeenstemt, zou het besluit dat deze inrichting een naam geeft, moeten gewijzigd worden.

+

\+ +

Voorts stelt de Raad van State vormwijzigingen voor, welke in de onderstaande tekst zijn opgenomen :

ONTWERP VAN WET HOUDENDE HEREKWATIE VAN DE RUST- EN OVERLEVINGSPENSIOENEN.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

..../...

Artikel 1.-

De rust- en overlevingspensioenen ten laste van het Rijk, ingaande op 1 Januari 1951 of nadien, worden vastgesteld op grondslag van de bezoldigingen en voordelen die de belanghebbenden zijn of zouden zijn toegekend, alles blijvend zoals het was, onder de voorwaarden bepaald in de op 30 Juni 1948 geldende weddeschalen.

Artikel 2.-

§ 1. De op 31 December 1950 lopende pensioenen worden herzien op grondslag van de op 30 Juni 1948 geldende weddeschalen, alles blijvende zoals het was.

De fictieve herziening van de loopbaan wordt echter alleen ten aanzien van de laatstbeklede rang gedaan, tenzij de belanghebbende achtereenvolgens meer dan een rang heeft bekleed tijdens de periode die in aanmerking wordt genomen voor het vaststellen van de tot grondslag der pensioenberekening dienende gemiddelde bezoldiging. In zodanig geval, wordt de herziening ten aanzien van elke hiervoor bedoelde rang gedaan.

In voorkomend geval wordt de anciënniteit, die fictief in de op 30 Juni 1948 geldende weddeschalen moet worden getransponeerd, als volgt vastgesteld :

1° over de periode vóór 1 Januari 1936 wordt de anciënniteit, die in aanmerking genomen is bij de herziening der in de koninklijke besluiten nrs 221 en 222 van 27 December 1935 bedoelde pensioenen, ongewijzigd getransponeerd in de op 30 Juni 1948 geldende weddeschalen;

2° over de periode van 1 Januari 1936 tot 31 December 1945 is de anciënniteit die, welke is toegekend volgens het geldelijk statuut dat in die periode gold;

.../...

3° over de periode van 1 Januari 1946 tot 31 December 1950 is de anciënniteit die, welke de belanghebbenden hebben of zouden hebben genoten volgens de op 30 Juni 1948 geldende weddeschaal.

§ 2. Het nominaal bedrag van de pensioenen bij de artikelen 20 en 21 der wet van 29 Juli 1926 bedoeld, met inbegrip van de vergoeding bepaald in artikel 2 der bij de wet van 27 December 1933 verlengde wet van 23 Maart 1932, wordt met 40 t.h. verhoogd.

§ 3. Het bepaalde in §§ 1 en 2 is niet toepasselijk op de pensioenen, in de periode van 1 Januari 1946 tot 31 December 1950 wegens ziekte of gebrekkelijkheid toegekend aan degenen die op laatstgenoemde datum minder dan 60 jaar oud waren, tenzij de belanghebbenden opnieuw onderzocht worden voor de geneeskundige commissie bij de geldende wetten en reglementen voorzien, en de definitieve lichamelijke ongeschiktheid opnieuw wordt erkend.

§ 4. Evenmin wordt de perekwatie van de op 31 December 1950 lopende pensioenen toegestaan in de gevallen van cumulatie van verschillende pensioenen of van een pensioen met een wedde, met uitsluiting echter van de pensioenen of wedden voortkomend van de uitoefening van bijkomende functies.

Het voorgaande lid heeft betrekking op :

de pensioenen en wedden ten laste van het Rijk, van de bij artikel 2 van de wet van 18 Mei 1929 bepaalde organismen, van de provinciën, van de gemeenten en van alle instellingen werkend onder het toezicht of de gehele dan wel gedeeltelijke waarborg van Rijk, provinciën en gemeenten, alsook op de cumulatie van deze pensioenen met de wedden ten laste van de Kolonie.

.../...

Deze bepaling is niet van toepassing op :

1° de als tegenpost van afhoudingen onder bezwarende titel verkregen pensioenen die de uitvoering van een contractuele overeenkomst zijn;

2° de pensioenen wegens oorlogsinvaliditeit toegekend bij toepassing van titel II der wetten op de militaire pensioenen samengeordend bij koninklijk besluit van II Augustus 1923, en de pensioenen toegekend bij toepassing der wetten op de vergoedingspensioenen samengeordend bij koninklijk besluit van 5 October 1948;

3° de aan de militaire orden verbonden pensioenen;

4° de frontstreeprenten.

Artikel 3.-

De pensioenen ingaande op 1 Januari 1951 of nadien en alleen gebaseerd op bezoldigingen behorend tot een vroegere weddeschaal dan die welke op 30 Juni 1948 geldt, worden vastgesteld volgens de in artikel 2 neergelegde transpositieregelen.

Artikel 4.-

De bovenstaande bepalingen zijn van toepassing op de ter beschikking gestelde personeelsleden, wier wachtgeld gelijk is aan het cijfer van het rustpensioen.

Artikel 5.-

De bovenstaande bepalingen zijn van toepassing op de rust- en overlevingspensioenen uitgekeerd door de werkliedenkas van het departement van Posterijen, Telegraaf en Telefoon.

Artikel 6.-

De emeritaatspensioenen toegekend krachtens de wetten van 25 Juli 1867, 30 Juli 1879 en 23 December

.../...

1946, worden vastgesteld op grondslag van de bezoldigingen en voordelen die aan de belanghebbenden zijn of zouden zijn toegekend, alles blijvend zoals het was, onder de voorwaarden bepaald in de op het ogenblik van de uitkering van het pensioen geldende weddeschalen

Artikel 7.-

Voor de toepassing van de artikelen 1 tot 6 wordt rekening gehouden met de artikelen 8, 9, 10, 11, 12, 2°, 3° en 4°, 13, 2°, 3°, 4°, 14, 15, 16 en 17.

Artikel 8.-

§ 1. In artikel 1 van de besluitwet van 29 October 1946 houdende verhoging van de wet- en overlevingspensioenen ten bezware van de Openbare Schatkist en van de Kas der Werklieden van het departement van Verkeerswezen, gewijzigd bij artikel 12 van de wet van 18 Augustus 1948, worden geschrapt de woorden "en waarvan het globaal bedrag, zoals voortvloeiend uit de toepassing van de besluitwetten van 28 December 1944 en 27 November 1945, niet hoger gaat dan de jaarlijkse som van 135.000 frank".

§ 2. Artikel 2, § 2, van dezelfde besluitwet wordt opgeheven.

Artikel 9.-

§ 1. Artikel 13 van de algemene wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen, gewijzigd bij artikel 8, § 2, van de wet van 29 Juli 1926 en bij artikel 7 van het koninklijk besluit nr 16 van 15 October 1934, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 13. Geen pensioen mag meer bedragen dan drie vierde van de wedde die tot grondslag voor de vereffening heeft gediend, behoudens toepassing van artikel 8, § 3, van de wet van 29 Juli 1926.".

§ 2. In de kolom "Bemerkingen" van tabel I gevoegd bij de wetten op de militaire pensioenen, samengeordend bij het koninklijk besluit van 11 Augustus 1923, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 30 Juni 1947, wordt de tweede volzin van het eerste lid van het 1° opgeheven.

§ 3.

A. Artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 31 Mei 1933 houdende vermindering van de Rijkspensioenen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. Behoudens toepassing van artikel 23 van de wet van 29 Juli 1926, gewijzigd bij artikel 10 van het koninklijk besluit nr 16 van 15 October 1934, mag de cumulatie van de pensioenen van alle aard ten laste van het Rijk, in hoofde van een zelfde gepensionneerde, niet meer bedragen dan het voor het pensioen in aanmerking komende maximum van de wedde van de rang van secretaris-generaal van een ministerie.".

B. In § 2 van hetzelfde artikel worden de woorden "mag, te zamen, het volstrekte maximum van 90.000 frank niet te boven gaan" vervangen door de woorden "mag in totaal niet meer bedragen dan het voor het pensioen in aanmerking komende maximum van de wedde voor de rang van secretaris-generaal van een ministerie".

.../...

§ 4. Artikel 23, § 3, a, derde lid, van de wet van 29 Juli 1926, gewijzigd bij artikel 10 van het koninklijk besluit nr 16 van 15 October 1934, wordt door de volgende bepaling vervangen :

" De in het voorgaande lid bedoelde cumulatie wordt echter toegestaan tot een beloop van het voor het pensioen in aanmerking komende maximum van de wedde voor de rang van onderbureelhoofd, wanneer het militair pensioen voor dienstanciënniteit wordt verleend :

1° bij toepassing van artikel 2, 4°, van de wetten op de militaire pensioenen, samengeordend bij het koninklijk besluit van 11 Augustus 1923, en wegens kwetsuren toegebracht of gebreken opgedaan dan wel verergerd tijdens de periode tussen 1 Augustus 1914 en 30 September 1919;

2° bij toepassing van artikel 3, C, van dezelfde samengeordende wetten;

3° wegens kwetsuren of gebreken die aanleiding hebben gegeven tot een pensioen ter voldoening aan de wetten op de vergoedingspensioenen, samengeordend bij het besluit van de Regent van 5 October 1948.".

.../...

Artikel 10.-

Toepasselijk zijn, wat de oorlog 1940-1945 betreft, de bepalingen van artikel 1 van de wet van 3 Juni 1920 en van artikel 8, § 3, van de wet van 29 Juli 1926, betreffende de vergoedingen van tijd toegekend uit hoofde van gevangenschap, wegvoering of wezenlijke aanwezigheid in het korps der legers op voet van oorlog, en betreffende de leeftijd met ingang waarvan de tijdens de veldtocht 1914-1918 bewezen werkelijke militaire diensten in aanmerking komen.

Artikel 11.-

§ 1. Artikel 7, eerste lid, van de wet van 29 Juli 1926, gewijzigd bij artikel 9 van het koninklijk besluit nr 16 van 15 October 1934, wordt door de volgende bepaling vervangen :

" De gelijktijdig vervulde functies blijven van elkaar onafhankelijk, zowel met betrekking tot het tijdstip van de inrustestelling als voor het berekenen van de pensioenen waarop de uitoefening van die functies aanspraak kan doen ontstaan.".

§ 2. Hetzelfde artikel wordt aangevuld met de volgende bepaling, die er het voorlaatste lid van vormt :

" Met de achtereenvolgens in de vroegere functies bewezen diensten wordt rekening gehouden voor de toekenning en de berekening van de pensioenen, waarop de belanghebbende ter uitvoering van dit artikel aanspraak kan maken.".

.../...

Artikel 12.-

De volgende wijzigingen worden gebracht in het koninklijk besluit nr 254 van 12 Maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk Staatspersoneel en het daarmede gelijkgesteld personeel :

1° artikel 3, § 2, wordt met de volgende bepaling aangevuld:
"1° Zij is echter vervallen van haar rechten op pensioen zo zij binnen de termijn van een jaar te rekenen van de dag waarop haar gewezen echtgenoot is overleden geen aanvraag heeft ingediend. In zodanig geval, wordt het gehele pensioen aan de weduwe toegekend.";

2° artikel 7, § 2, 1°, wordt gewijzigd als volgt :
" de helft van het gedeelte der wedde boven het voor het pensioen in aanmerking komende maximum van de wedde voor de rang van directeur van bestuur";

3° artikel 13 wordt door de volgende bepaling vervangen :
" Artikel 13. - § 1. Het krachtens artikel 3 aan de uit de echt gescheiden vrouw toegekende pensioen wordt berekend op grondslag van het totale pensioen, op het ogenblik van het overlijden van haar gewezen echtgenoot vastgesteld overeenkomstig de bepalingen die voor het weduwepensioen gelden, met uitzondering van artikel 11 van dit besluit, naar rato van een quotiteit in verhouding tot de duur van de diensten die aan het einde van de maand waarin de echtscheiding is uitgesproken in aanmerking komen.

§ 2. In voorkomend geval, wordt het pensioen van de tweede echtgenote vastgesteld op de bij vorige paragraaf genoemde grondslag, in verhouding tot de duur van de diensten die, te rekenen van de eerste dag der maand volgend op die waarin de echtscheiding is uitgesproken, in aanmerking komen.

.../...

§ 3. De bij artikel 11 van dit besluit voorgeschreven verminderingen wegens leeftijdsverschil worden afzonderlijk toegepast op de pensioenen, vastgesteld overeenkomstig de in §§ 1 en 2 van dit artikel bepaalde verdeling.

De verhoging uit hoofde van een kind wordt op dezelfde wijze berekend als de verhoging toegestaan aan de weduwe die een normaal pensioen geniet.

Zo de uit de echt gescheiden vrouw en de tweede echtgenote beiden kinderen hebben uit hun huwelijk met de overledene, wordt de verhoging onder hen verdeeld naar verhouding van hun onderscheiden aantal kinderen.";

4° artikel 14, § 2, tweede lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :
"Het minimum is alleen toepasselijk op het geheel van het pensioen van de uit de echt gescheiden vrouw en van het weduwepensioen, vastgesteld overeenkomstig het bepaalde in artikel 13.";

5° artikel 23 wordt opgeheven.

Artikel 13.-

De volgende wijzigingen worden gebracht in het koninklijk besluit nr 255 van 12 Maart 1936 tot eenmaking van het pensioenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en van de Rijkswacht :

1° artikel 3, § 2, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

.../...

"Zij is echter vervallen van haar rechten op pensioen zo zij binnen de termijn van een jaar te rekenen van de dag waarop haar gewezen echtgenoot is overleden geen aanvraag heeft ingediend. In zodanig geval,wordt het gehele pensioen aan de weduwe toegekend.";

2° artikel 7, § 2, 1°,wordt gewijzigd als volgt :

"1°de helft van het gedeelte der wedde boven het voor het pensioen in aanmerking komende maximum van de wedde voor de rang van directeur van bestuur ";

3° artikel 13 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 13. - § 1. Het krachtens artikel 3 aan de uit de echt gescheiden vrouw toegekende pensioen wordt berekend op grondslag van het totale pensioen, op het ogenblik van het overlijden van haar gewezen echtgenoot vastgesteld overeenkomstig de bepalingen die voor het weduwepensioen gelden, met uitzondering van artikel 12 van dit besluit, naar rato van een quotiteit in verhouding tot de duur van de diensten die aan het einde van de maand waarin de echtscheiding is uitgesproken in aanmerking komen.

§ 2. In voorkomend geval,wordt het pensioen van de tweede echtgenote vastgesteld op de bij vorige paragraaf genoemde grondslag, in verhouding tot de duur van de diensten die,te rekenen van de eerste dag der maand volgend op die waarin de echtscheiding is uitgesproken,in aanmerking komen.

§ 3. De bij artikel 12 van dit besluit voorgeschreven verminderingen wegens leeftijdsverschil worden afzonderlijk toegepast op de pensioenen, vastgesteld overeenkomstig de in §§ 1 en 2 van dit artikel bepaalde verdeling.

.../...

De verhoging uit hoofde van een kind wordt op dezelfde wijze berekend als de verhoging toegestaan aan de weduwe die een normaal pensioen geniet.

Zo de uit de echt gescheiden vrouw en de tweede echtgenote beiden kinderen hebben uit hun huwelijk met de overledene, wordt de verhoging onder hen verdeeld naar verhouding van hun onderscheiden aantal kinderen.";

4° artikel 14, § 2, tweede lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het minimum is alleen toepasselijk op het geheel van het pensioen van de uit de echt gescheiden vrouw en van het weduwepensioen, vastgesteld overeenkomstig het bepaalde in artikel 13.".

Artikel 14.-

In al de verrichtingen die de toepassing van de bovenstaande bepalingen met zich brengt, worden de gedeelten van een frank verwaarloosd.

Artikel 15.-

De moeilijkheden waartoe de fictieve vaststelling van de bezoldigingen en voordelen kan aanleiding geven, worden op de voordracht van de Eerste-Minister door de Koning geregeld

Artikel 16.-

Afgezien van de verhogingen of verminderingen bij artikel 4 van de wet van 4 Mei 1949 bepaald, kan de tegenwoordige wet niet tot gevolg hebben, wat de vóór de datum van haar bekendmaking ingaande pensioenen betreft, dat het globale bedrag der maandtermijnen, berekend volgens de op 31 December 1950 geldende wetsbepalingen, verminderd wordt.

.../...

Artikel 17.-

Onverminderd artikel 2, laatste lid, van de wet van 23 Januari 1925 tot oprichting ener Nationale Kas voor oorlogspensioenen, worden de herziene pensioenen, onder voorbehoud van latere regularisatie, aan de gerechtigden uitgekeerd zodra die pensioenen in een toekenningsbesluit zijn opgenomen.

Artikel 18.-

Worden opgeheven : artikel 1 van de besluitwet van 28 December 1944 houdende verhoging van de rust- en overlevingspensioenen, de besluitwet van 27 November 1945 houdende toekenning van een tijdelijke toeslag, en de wet van van 18 Augustus 1948 houdende toekenning van een wachtvergoeding aan sommige gerechtigden op rust- en overlevingspensioenen, met uitzondering van artikel 7.

Artikel 19.-

Deze wet treedt in werking met ingang van 1 Januari 1951.

Gegeven te ,

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Financiën,

| Projet du Gouvernement. | Texte proposé. |
| --- | --- |
| Ontwerp van de Regering. | Voorgestelde tekst. |
| 1 | 1 |
| 6-7, sauf art.6, § 2 | 2 |
| 5 , behoudens art.6, § 2 | 3 |
| 12 | 4 |
| 17 | 5 |
| nouveau<br>nieuw | 6 |
| 6, § 2 | 7 |
| 2 | 8 |
| 3 | 9 |
| 11 | 10 |
| 13 | 11 |
| 14 + 4 | 12 |
| 14, n° 2 + 4 | 13 |
| 16 | 14 |
| 8 | 15 |
| 9 | 16 |
| 10 | 17 |
| 18 | 18 |
| 19 | 19. |

Etaient présents : Waren aanwezig :

| | | | |
|---|---|---|---|
| Messieurs : J. SUETENS, | | président du Conseil d'Etat, | président |
| De Heren : | | voorzitter van de Raad van State, | voorzitter |
| | V. DEVAUX, | conseillers d'Etat | |
| | M. SOMERHAUSEN, | raadsheren van State | |
| | L. FREDERICQ, | assesseurs de la section de législation | |
| | G. DOR, | bijzitters van de afdeling wetgeving | |
| | G. PIQUET, | greffier adjoint, adjunct-griffier, | greffier griffier. |

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
des Finances.
van Financiën.

Le 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De 1950.

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.